



**École Internationale des Forces de Sécurité (EIFORCES)
Centre de Recherche et de Documentation (CRD)**

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N° 16 juillet 2023

Populismes sécuritaires et violences contre les forces onusiennes en Afrique subsaharienne francophone. Les cas de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Mali

Depuis le 26 juillet 2022, les missions onusiennes de maintien de la paix en Afrique subsaharienne francophone (ASF) font l'objet de contestations grandissantes de la part des populations locales qu'elles sont censées protéger, en proie à des véhémences multiformes. En RDC et au Mali notamment, les auteurs des soulèvements populaires violents¹ contre la présence de l'ONU sur leur

territoire exigent « le retrait immédiat »² de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Même si de telles remises en cause de l'ordre onusien en ASF reposent sur des motivations propres et inhérentes à chaque pays, « elles sont révélatrices de la crise qui touche les opérations de maintien de

¹Trois membres de la MONUSCO et au moins douze manifestants ont été tués le mardi 26 juillet 2022 dans deux villes de l'est de la RDC, au deuxième jour des manifestations contre les Casques bleus onusiens. À Butembo, troisième ville de la province du Nord-Kivu, trois morts parmi les membres de la MONUSCO, deux Indiens et un Marocain, et un blessé ont été recensés et du côté des manifestants, sept morts et plusieurs blessés, a déclaré le colonel Paul Ngoma, chef de la police urbaine. À Butembo, important carrefour commercial, où sept personnes ont été tuées, les activités ont été paralysées durant toute la journée. Il s'est agi d'un Casque bleu et (de) deux membres de la police des Nations unies, a précisé la MONUSCO dans un communiqué, ajoutant que des assaillants ont violemment arraché des armes à des éléments de la police

nationale congolaise et tiré à bout portant sur nos forces de maintien de la paix. Lors d'une conférence de presse conjointe avec le numéro deux de la MONUSCO à Kinshasa, capitale de la RDC, le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a confirmé le bilan de 15 morts et fait état de 61 blessés dans les récents troubles. À Goma, la capitale provinciale, les incidents ont fait cinq morts parmi les manifestants.

² La rédaction, BBC Afrique, « Pourquoi des manifestants attaquent la MONUSCO à Goma ? », article de presse en ligne, 26 juillet 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.bbc.com>.

la paix de l'ONU en Afrique et au-delà »³. En demandant de manière ostentatoire le départ des « soldats de la paix » dans les contextes in-sécuritaires congolais et malien, l'ONU est accablée « d'indolence »⁴ et « d'incompétence »⁵ face aux entreprises criminelles qui y opèrent, alors que sa doctrine irénique illustre bien la difficulté à saisir et à maîtriser la configuration des nouvelles menaces dites asymétriques. Mais d'autres raisons pourraient expliquer les crispations qui structurent les rapports entre les Nations unies et les pays qui l'abritent. Outre le fait que cette tension soit due au rendement opérationnel limité des missions onusiennes, en particulier contre les périls non traditionnels tels que le terrorisme ou les rebellions armées, on peut également citer deux facteurs sous-jacents tels que « l'érosion des principes fondamentaux du maintien de la paix de l'ONU »⁶, à savoir le « consentement du pays hôte »⁷, et la légitimité des missions onusiennes aux yeux des populations locales. Ces arguments permettent de comprendre comment le sentiment d'opposition aux interventions de paix des Nations unies a été

fabriqué et disséminé dans les encoignures possibles de ces pays.

Par populisme sécuritaire, on entend ici la production des dynamiques de colères et d'éréthismes par des membres de la société civile et des acteurs politiques qui accusent l'ONU de connivence et de complicité dans les phénomènes in-sécuritaires qui gangrènent la RDC et le Mali. Son objectif conforte l'hypothèse d'un rejet des Nations unies au prisme d'une stigmatisation et d'une falsification du tableau de ses missions initiales portées sur le maintien de la paix dans les deux États éponymes. Une telle expédition chargée d'émotions et de manœuvres, désigne l'ONU comme responsable de l'instabilité galopante et rampante que ses forces semblent en incapacité d'enrayer et d'endiguer. En ménageant les insuffisances des ordres gouvernants congolais et malien, et en ignorant volontairement les faiblesses de leurs armées pourtant en première ligne dans la lutte contre l'insécurité, des groupes sociaux vont plutôt exiger le démantèlement du patrimoine sécuritaire onusien (logistique, armement, ressource humaine militaire, centre administratif) dans leurs pays.

Cette contribution qui se situe entre la sociologie des relations internationales africaines et la sociologie de l'État, met l'accent sur un questionnement bien

³Meressa K. Dessu et Dawit Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, « Que révèlent les manifestations sur le maintien de la paix de l'ONU en Afrique ? », article scientifique en ligne, 28 octobre 2022, consulté le 17 avril 2023, <https://issafrica.org>.

⁴ La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

⁵ *Ibid.*

⁶Meressa K. Dessu et Dawit Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, op.cit.

⁷ *Ibid.*

déterminé : comment appréhende-t-on les éléments de langage et les attitudes correspondantes qui ont forgé les protestations de grande envergure des populations locales contre l'ONU ? Quels sont les acteurs qui construisent, amplifient et catalysent le sentiment anti-onusien ? La présente note d'éclairage interroge la fabrique d'une économie du châtiment de l'ONU par des énoncés qui prétextent du caractère anémique des Casques bleus à mettre fin à la conflictualité en ASF. Ce travail qui se propose d'offrir quelques clés de lecture des révoltes contre l'ONU avance l'hypothèse portée sur les motivations qui façonnent l'apostasie des missions onusiennes en RDC et au Mali.

Le verbatim critique des missions onusiennes de paix en RDC et au Mali : entre inefficacité et partialité

Déployée en 1999 à travers la Mission de l'ONU en République Démocratique du Congo (MONUC), en raison d'une insurrection populaire au Congo Kinshasa⁸, le nouveau format de la mission onusienne mobilise, en l'état actuel, 13500 soldats,

⁸ La MONUC est devenue depuis le 1^{er} juillet la MONUSCO, avec un mandat axé principalement sur la protection des civils, en application d'une résolution du Conseil de sécurité. La résolution 1925, adoptée le 28 mai, avait prorogé jusqu'au 30 juin le mandat de la MONUC, présente en RDC depuis fin 1999, et décidé, à compter du 1^{er} juillet, de changer son nom en MONUSCO, avec un mandat reconduit jusqu'au 30 juin 2011.

16000 policiers et 2970 civils⁹. Auréolée d'un budget annuel de plus d'un milliard de dollars US (1 123 346 000 dollars US)¹⁰, la MONUSCO continue d'être, et ce depuis longtemps, l'une des missions les plus coûteuses des Nations unies, demeurant la plus grande force de l'ONU au monde¹¹. Son mandat actuel s'articule autour de deux priorités : la protection des civils et l'aide au renforcement des institutions de l'État de la RDC. La MINUSMA quant à elle est l'une des principales missions de maintien de la paix de l'ONU en ASF. Assortie d'un budget annuel de 1,26 milliard de dollars par an, cette opération très onéreuse réunit 13289 soldats et 1920 policiers de plus de 50 pays contributeurs¹². En intervenant depuis 2013 à la suite de l'irruption brutale d'un terrorisme de type nihiliste sur le territoire malien, ses objectifs consistent à : « soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali » ; « d'aider à stabiliser le pays » ; « de protéger les civils » et « de fournir une assistance humanitaire »¹³. Mais la MINUSMA est aussi la mission onusienne de maintien de la paix qui a connu le plus de

⁹BBC Afrique, « La MONUSCO est-elle la mission de maintien de la paix la plus coûteuse ? », article de presse en ligne, 4 août 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.bbc.com>.

¹⁰*Ibid.*

¹¹*Ibid.*

¹²Jean-Hervé Jezequel, Francklin Nossiter et Ibrahim Maiga, « La MINUSMA à la croisée des chemins », Crisis Group, article scientifique en ligne, 1^{er} décembre 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.crisisgroup.org>.

¹³ *Ibid.*

pertes en vies humaines, déplorant entre 174 et 181 Casques bleus tués dans des actes hostiles¹⁴. Tout compte fait, le rôle de la MONUSCO et de la MINUSMA est d'accompagner la RDC et le Mali dans le processus d'instauration durable de la paix à travers une coopération plurielle (sécuritaire, humaine, structurelle, institutionnelle).

Cependant, l'escalade de la violence des groupes armés rebelles ou terroristes a engendré d'immenses souffrances pour une partie des citoyens qui s'insurgent aujourd'hui contre ces différentes missions. D'un côté, la MONUSCO est critiquée pour son « incapacité »¹⁵ à contribuer au rétablissement de la quiétude et de la stabilité dans l'est de la RDC depuis plus de 20 ans que ses « corps habillés » sont opérationnels dans cette région déchirée par les conflits de nature mutante. Pour avoir « failli dans sa mission qui était de restaurer la paix dans notre pays »¹⁶ selon un manifestant congolais qui a laissé éclater sa colère contre cette extension des forces onusiennes, la MONUSCO est régulièrement accusée d'« inaction »¹⁷ face à l'insécurité qui gagne insidieusement la RDC par des attaques de bandes de militants lourdement armées qui déstabilisent le pays à l'instar du M23, le

mouvement du 23 mars majoritairement tutsi. De l'autre côté, la MINUSMA se voit reprocher sa « passivité »¹⁸ et en toile de fond sa partialité dans la lutte contre le terrorisme ronflant que le Mali mène avec le soutien de ses partenaires internationaux. Elle est conspuée pour son « inefficacité »¹⁹ à protéger les populations maliennes contre des offensives meurtrières essentiellement orchestrées par des groupes armés locaux et étrangers affiliés à l'État islamique. À un certain niveau, si de telles critiques sont recevables, elles font toutefois l'objet de calculs d'acteurs politiques internes et externes.

Le jeu trouble des acteurs locaux opposés aux missions onusiennes de la paix en RDC et au Mali : entre propagande politique et fabrique de la légitimité

La sociologie des acteurs qui véhiculent la représentation d'échec de l'ONU en ASF, le plus souvent dans les médias traditionnels et les réseaux sociaux, témoigne d'un lien politique ou idéologique évident avec une partie de la société civile proche du parti au pouvoir.

¹⁴*Ibid.*

¹⁵ La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

¹⁶*Ibid.*

¹⁷*Ibid.*

¹⁸ David Rich, « Mali : MINUSMA, la mission des Nations unies au bord de la rupture », article de presse en ligne, 22 juillet 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.france24.com>.

¹⁹*Ibid.*

En premier lieu, des groupes de la société civile de l'est de la RDC ont affirmé que la MONUSCO « s'est révélée incapable d'assurer la protection de la population et de maintenir la paix et la sécurité dans le pays »²⁰. Victorine Muhima exprimait son indignation face à ce qu'elle considère comme la « complicité de la MONUSCO et de la communauté internationale »²¹ à laisser pourrir la conflictualité en RDC. D'après la vice-présidente du Forum des femmes leaders du Nord-Kivu lors d'un sit-in organisé devant les locaux de la MONUSCO, « ça fait plus de vingt ans que nous vivons avec la MONUSCO ici, mais le sang continue à couler. On tue à Béni, on tue à Irumu, on tue à Ituri. Nous demandons le départ de la MONUSCO et cela sans délai parce qu'elle-même a déclaré qu'elle n'est pas en mesure de combattre aux côtés des FARDC »²². Une campagne intitulée « Zéro MONUSCO »²³ a d'ailleurs été lancée pour fustiger le manque de volonté avec lequel l'ONU entend restaurer la paix en RDC. Craignant un risque de généralisation et d'exacerbation des mécontentements anti-onusiens, José-Adolphe Voto déclarait à la BBC « qu'on atteint un niveau qu'on a jamais atteint concernant les revendications contre la

MONUSCO et vis-à-vis des Nations unies de manière générale »²⁴.

Dans le même registre, des grognes sévères contre la MINUSMA ont été organisées par *Yèrèwolo Debout sur les Remparts (Standing on the Ramparts)*, un mouvement hostile à l'Occident au Mali dont le sentiment anti-français est assez vif et bien ancré. À l'appel d'organisations de la société civile dont *Yèrèwolo*, a eu lieu, un rassemblement le 28 avril 2023 au Palais de la culture de Bamako pour exiger l'exclusion définitive de la MINUSMA du pays. En effet, des activistes affiliés à *Yèrèwolo* sont à l'origine des insurrections contre la MINUSMA avec des incidences représentationnelles et cognitives considérables sur la structure mentale des citoyens. Déterminé à obtenir le renvoi des éléments internationaux qui composent la mission onusienne au Mali, ce groupe pense que l'ONU est « une grosse déception »²⁵ et réclame le départ de ses Casques bleus « présents au Mali depuis bientôt dix ans, mais qui ont échoué à protéger les populations contre les terroristes »²⁶. Selon l'imam Ibrahim Sanogo, une tête de proue de *Yèrèwolo*, les manifestations se poursuivront jusqu'au renvoi effectif des « soldats de la

²⁰ La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.* Décryptage avec José-Adolphe Voto, professeur à l'école de journalisme de Kinshasa.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Mahamadou Kane, « Mobilisation contre la MINUSMA à Bamako », article de presse en ligne, 22 août 2022, consulté le 29 avril 2023, <https://www.dw.com>.

²⁶ *Ibid.*

paix » et à la fin de la mission de l'ONU au Mali²⁷. Investi d'un fort élan souverainiste insufflé par la junte militaire au pouvoir à Bamako à l'occasion de la commémoration de l'indépendance du Mali, Siriki Kouyaté, le porte-parole de *Yèrèwolo* estime que « le peuple malien ne veut plus de la MINUSMA sur son sol. Tout le peuple est mobilisé, de Kayes à Kidal, pour demander le départ de la MINUSMA. C'est une présence qui pérennise la guerre, qui légalise la guerre. Et la MINUSMA n'est plus crédible »²⁸.

En second lieu, *Al Jazeera* a rapporté en juillet 2022 que « les manifestations orientées contre l'ONU en RDC étaient dirigées par une faction de l'aile jeunesse de l'UDPS (l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social), le parti au pouvoir du président Félix Tshisekedi »²⁹. Pour le politologue congolais Jean-Claude Mputu, « derrière le départ demandé de la MONUSCO se cache un enjeu politique majeur »³⁰. À scruter de près la MONUSCO est devenue 20 ans après son engagement au Congo Kinshasa, un enjeu de pouvoir et d'élection³¹ de la part d'entrepreneurs

politiques en panne de notoriété et de légitimité, à court de projet de société alternatif ou en manque de perspective d'action programmatique réfléchie et crédible. Par-là, on s'inscrit dans une véritable entreprise de clientélisation et d'instrumentalisation de la rue à des fins de capitalisation du marché politique par une fraction de la classe politique qui se propose de faire pression sur l'ONU. En tournée à Goma, le 15 juillet 2022, Modeste Bahati Lkwebo a profité d'un meeting de campagne politique pour faire une sortie remarquée dans laquelle le haut fonctionnaire appelait viscéralement à mettre un terme à la présence de la mission onusienne au Congo Kinshasa. « La MONUSCO doit plier bagage »³², avait lancé le président du Sénat congolais aux militants de son parti, l'Alliance des Forces Démocratiques (AFDC), membre de la coalition de l'UDPS du président Félix Tshisekedi. Ces formules discursives sont récurrentes dans l'arène politique congolaise et foisonnent en période électorale (l'ex-président Joseph Kabila en était coutumier). Trois jours après cette séquence langagière du président du Sénat en RDC, la MONUSCO avait adressé une correspondance au ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula. Dans ce courrier, la mission

²⁷*Ibid.*

²⁸*Ibid.*

²⁹La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

³⁰ Jeune Afrique, « RDC : critiquée, la MONUSCO interpelle discrètement les autorités », article de presse en ligne, 20 juillet 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.jeuneafrique.com>.

³¹Falila Gbadamassi, « RDC : derrière le départ demandé de la MONUSCO se cache un enjeu politique majeur », article de presse en ligne, décryptage avec le chercheur et activiste

Jean-Claude Mputu, 9 août 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.francetvinfo.fr>.

³²La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

évoquait son « inquiétude » face à la recrudescence de « discours agressif et inhospitalier émanant de représentants de l'État ou de ses institutions, de personnalités et de figures publiques, de groupes d'influence ou de personnes présentées comme membres influents de la société civile »³³. Elle alertait davantage sur « le risque d'actes hostiles contre le personnel et les installations de la MONUSCO »³⁴.

Au Mali, Jeamille Bittar du M5 RFP se trouve parmi les hommes politiques maliens qui font de la désaffection affligeante de la MINUSMA une priorité. Proche des militaires au pouvoir, celui-ci estime que la balle est dans le camp des autorités de la transition pour le non-renouvellement du mandat de la MINUSMA en juin prochain³⁵. Le but est d'orienter l'attention citoyenne vers les failles qui peuvent entacher l'action participative et contributive à la paix des partenaires extérieurs du Mali (Barkhane, Takuba, ONU). Mais la répétition des révoltes à l'endroit de la MINUSMA cache en réalité les faiblesses de la junte bamakoise au pouvoir depuis deux ans à combattre de manière efficace l'extrémisme violent qui se « capillarise ». Elle permet en revanche aux militaires de démontrer bruyamment que ces

acteurs autrefois associés et liés par les objectifs de pacification du Mali, sont désormais exogènes et crisogènes, responsables de l'instabilité persistante qui embrase le Mali. En tout état de cause, les autorités politiques civiles en RDC tout comme le gouvernement militaire de transition au Mali invoquent volontiers ces mobilisations collectives qu'ils soutiennent directement ou par procuration contre les forces onusiennes, comme la preuve de leur légitimité politique.

Le jeu trouble des acteurs extérieurs opposés aux missions onusiennes de la paix en RDC et au Mali : entre rivalités sous-régionales et internationales

Les deux missions des Nations unies en RDC et au Mali ont également dû faire face à des luttes sous-régionales et à des environnements difficiles sur le plan de la sécurité. En RDC, le gouvernement du Rwanda est blâmé et fustigé d'attiser les flammes du conflit à travers le soutien multiforme qu'il apporte aux groupes armés qui pullulent en RDC et y opèrent depuis près de trente ans, notamment les rebelles du M23. Sur cette question, les manifestants dénoncent la complicité de la communauté internationale et des pays occidentaux qui refusent de condamner le Rwanda pour son appui

³³Jeune Afrique, « RDC : critiquée, la MONUSCO interpelle discrètement les autorités », op.cit.

³⁴*Ibid.*

³⁵Mahamadou Kane, op.cit.

manifeste au M23. Le contexte historique en RDC dévoile le choix de la figure de l'ennemi qu'est le voisin rwandais. Le Rwanda a le plus souvent été présenté comme « le premier ennemi », « l'ennemi absolu du Congo Kinshasa »³⁶. Selon Bob Kabamba, « même s'il y a un accident de circulation à Kinshasa, on pourrait dire que c'est la faute du Rwanda »³⁷. Du côté du nord-Kivu, l'aide du Rwanda au M23 ne fait pas de doute pour la bonne et simple raison qu'il y a d'abord la dynamique nationale qui concerne les gestions des communautés dans cette région, qui ont des répercussions sur le Rwanda³⁸. En témoigne la récente tournée africaine d'Emmanuel Macron, où l'on a assisté à une conférence de presse très houleuse ayant dépassé le cadre des règles de l'art diplomatique entre le président congolais Etienne Tshisékédi et son homologue français. Le pouvoir central congolais et des activistes ont exigé de la France qu'elle condamne sans ambages l'agression rwandaise pour son assistance au M23, « soutienne des sanctions contre les dirigeants rwandais »³⁹ et « aide le Congo-Kinshasa à

organiser une réponse militaire »⁴⁰. Mais l'agenda politique d'Emmanuel Macron semblait renfermer d'autres préoccupations géopolitiques vis-à-vis du Rwanda⁴¹ qu'une condamnation formelle de Kigali pour influence conflictogène en RDC. En réponse à l'hésitation ou au refus de la France d'interpeler le Rwanda sur son rôle dans le contexte in-sécuritaire qui prévaut en RDC, un drapeau français a été brûlé à Goma par des groupes de jeunes congolais qui tenaient des drapeaux russes et « écrabouillèrent en rouge sang le mur de clôture de l'ambassade de France »⁴². Au même moment à Kinshasa, d'autres bandes organisées de jeunes scandaient des accusations contre le locataire de l'Élysée et le président rwandais en ces termes : « Macron...Kagame. Assassin...Criminel »⁴³.

Au Mali, l'ancrage régional du terrorisme au Sahel a posé des difficultés à la MINUSMA à partir d'altercations observées

³⁶Esdras Ndikumana, « RDC : La colère de l'opinion publique a évolué vers un sentiment anti-MONUSCO », article de presse en ligne, Bob Kabamba, invité Afrique-RFI, 1^{er} août 2022, consulté le 26 avril 2023, www.rfi.fr. Bob Kabamba est politologue et professeur à l'Université de Liège, en Belgique.

³⁷*Ibid.*

³⁸ La rédaction, BBC Afrique, op.cit.Décryptage avec José-Adolphe Voto.

³⁹Esdras Ndikumana, op.cit.

⁴⁰*Ibid.*

⁴¹ Dans son agenda, Paris se définit désormais comme un allié de Kigali. Alors que le Congo est le plus grand pays francophone, le Rwanda qui est plus anglophone que francophone, a placé avec l'aide de la France, madame Louise Mushikdiwabo au poste de Secrétaire général de l'organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour deux mandats consécutifs. Dans ce cas, la France doit beaucoup au Rwanda qui défend ses intérêts en Afrique hors de sa zone traditionnelle d'influence. L'armée rwandaise se bat au Mozambique contre les djihadistes qui menacent le grand projet de gaz naturel liquéfié (GNZ) de TotalEnergies. Il y a des soldats rwandais en RCA confrontée à des violents affrontements entre groupes armés. Le Bénin qui fait face à des attaques des djihadistes le long de ses frontières avec le Burkina Faso et le Niger, demande aussi l'implication rwandaise.

⁴² La rédaction, BBC Afrique, op.cit.

⁴³*Ibid.*

entre le Mali et la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal ou le Ghana. Les condamnations fermes formulées par la CEDEAO et les États sus-évoqués contre les auteurs du coup d'État au Mali n'ont pas été bien accueillies par la junte bamakoise. Au cœur de cette tension, l'arrestation par le pouvoir militaire de Bamako de 49 soldats ivoiriens qui exerçaient sous le mandat de la MINUSMA pour des raisons officielles de violation de la souveraineté du Mali. En réponse à Bamako, la Côte-d'Ivoire avait demandé le 12 juillet la libération « sans délai » de ses 49 militaires arrêtés « injustement » et accusés par les autorités maliennes d'être des « mercenaires »⁴⁴ cherchant à déstabiliser le pays. Selon Abidjan, la présence de ses soldats dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la MINUSMA était « bien connue des autorités maliennes »⁴⁵. Cette brouille diplomatique survient dans un contexte de relations déjà tendues entre le Mali et ses partenaires sous-régionaux qui ont fortement critiqué l'accaparement brutal du pouvoir au Mali et en Guinée Conakry, craignant une contagion des prises illégales et anticonstitutionnelles du pouvoir politique en ASF. À la suite d'une rhétorique inamicale du gouvernement malien qui a remis en question la légitimité des chefs d'État ivoirien et

nigérien lors d'un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, la Côte d'Ivoire a informé l'ONU, le 11 novembre 2022, de son intention de retirer ses 900 soldats de la MINUSCA⁴⁶.

Dit autrement, les différentes classes politiques au pouvoir en RDC et au Mali entretiennent au sein de leurs opinions publiques l'idée selon laquelle leurs pays sont victimes d'une agression extérieure et d'un complot international occidental qui visent à les balkaniser afin d'accéder aux immenses richesses éparpillées sur leurs territoires. À n'en point douter, la MONUSCO et la MINUSMA sont confrontées à des tensions géopolitiques mondiales qui ont infiltré les mouvements de jeunesse de l'ASF et exacerbé le mécontentement local à l'égard des Occidentaux et des missions de paix en RDC et au Mali. Dans l'état de crise qui oppose par exemple la Russie à la France au Mali (mais aussi en RCA ou au Burkina Faso), des sociétés civiles dites « panafricaines » (*Yèrèwolo*) soutiennent l'action de la diplomatie de Vladimir Poutine et des paramilitaires russes de *Wagner* qui

⁴⁴Meressa K. Dessu et Dawit Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, op.cit.

⁴⁵*Ibid.*

⁴⁶Déjà en début d'année 2022, le Bénin a annoncé le rapatriement de ses troupes, fortes de 450 « corps habillés ». Un autre facteur peut expliquer l'amenuisement du soutien de plusieurs pays africains (Sénégal, Égypte) à la MINUSMA : celui pour Bamako d'avoir entravé les rotations de troupes, les suspendant pendant un mois entre juillet et août, et a plus généralement restreint les mouvements du personnel de l'ONU, ce qui a généré d'autres crispations avec les pays contributeurs de troupes (Égypte, Suède...).

« aident » la junte malienne engagée dans l'éradication du terrorisme islamiste. Sur fond de guerre russo-ukrainienne, celles-ci diffusent une idéologie anti-occidentale et un sentiment anti-français primaire, accusant la France, l'Occident et l'ONU de conspiration contre le Mali. Le 28 avril 2023 au Palais de la culture de Bamako, des imaginaires d'hostilités ont d'ailleurs été relayés sur les pancartes déployées à l'occasion, dont une banderole particulièrement visible sur laquelle était marquée une terminologie de désignation des ennemis extérieurs du Mali, à savoir : « À bas la France, à bas la MINUSMA, à bas la CEDEAO »⁴⁷. Ces trois acteurs sont régulièrement critiqués d'affaiblir les processus de paix qui y ont cours, de soutenir les tensions communautaires et d'institutionnaliser la conflictualité dans la ceinture sahélienne en finançant le terrorisme. L'enjeu de leur culture des transactions collusives et cohésives serait d'organiser durablement les phénomènes de paupérisation par des techniques de spoliation et d'extraction sauvage des ressources minérales au Mali. À travers ce rituel contestataire et son faisceau de raisons mobilisées, la MINUSMA est fragilisée et méprisée par les militaires au

pouvoir qui la considèrent comme une force étrangère⁴⁸. Ce gréganisme émotionnel qui cherche à rallier la cause souverainiste de la junte bamakoise insufflée par la Russie, se répercute avec fracas sur les forces onusiennes qui y exercent, et ne correspond pas toujours à la réalité observée sur le terrain. En dehors de Bamako, le regard négatif, péjoratif et hérétique porté sur la MINUSMA est plus nuancé. Dans le nord du pays, à Tombouctou ou Gao en l'occurrence, les habitants apprécient les différents projets de développement mis en place par la mission des Nations unies, d'autant plus que celle-ci crée des emplois sur place⁴⁹. Malgré tout, la mission multidimensionnelle est affaiblie par les militaires au pouvoir à Bamako et des associations « panafricanistes » qui la qualifient d'armée internationale à la solde de puissance exogène dont l'objectif est de bafouer la souveraineté du Mali à des fins de pratiques subversives, de rupture des équilibres politiques et communautaires du pays, et de pillage de ses précieux minerais aurifères.

En définitive, la protection des civils incombe préalablement à la Police et à l'Armée de la RDC et du Mali. Certains

⁴⁷ France 24 avec AFP, « Mali : des centaines de personnes manifestent leur soutien à l'armée et la junte », article de presse en ligne, 13 mai 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.france24.com>.

⁴⁸ Franck Mathevon, « Au Mali, l'ONU s'interroge sur l'avenir de sa mission de maintien de la paix », article de presse en ligne, 20 janvier 2023, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.francetvinfo.fr>.

⁴⁹ Mahamadou Kane, op.cit.

analystes estiment « qu'il est malavisé de rejeter la responsabilité de l'insécurité sur les missions de paix »⁵⁰ dans ces entités. Pour cette raison, l'ONU essaie tant bien que mal de se dédouaner en rappelant que le combat contre les groupes armés à Goma ou à Bamako est une mission régaliennne qui revient d'abord aux gouvernements congolais et malien. Dans ce cas, le rôle des forces onusiennes de maintien de la paix est « d'appuyer » les Forces armées de la RDC et du Mali, qui sont « les premières responsables de la sécurité du pays »⁵¹. La fonction des « soldats de la paix » des Nations unies ne consiste pas à s'ériger en première ligne des combats pour trois raisons. D'abord la structure formative des contingents onusiens les cantonne à une force d'appui (policiers et gendarmes) et de soutien aux armées régulières et conventionnelles des pays tourmentés par une criminalité accrue. Ensuite, l'ONU ne permet pas à ses troupes d'attaquer militairement les groupes armés terroristes. Mais elle exige en même temps que les Casques bleus « anticipent, dissuadent et répondent efficacement aux menaces contre la population civile »⁵². La MINUSMA se trouve donc dans la position paradoxale et délicate de devoir contenir la menace

djihadiste sans pouvoir la supprimer activement⁵³. De ce point de vue, quelques fois, « plusieurs pays refusent malheureusement que leurs troupes nationales engagées au sein de la MONUSCO prennent part aux combats »⁵⁴. Aussi, les « soldats de la paix » de l'ONU ne sont pas suffisamment outillés en équipements logistiques et armements sophistiqués (munitions et armes offensives) dont disposent spécifiquement les armées régulières des États pour contrer la puissance de feu des entreprises privées rebelles. Enfin, les missions onusiennes de la paix ont un coût et nécessitent des dépenses considérables, suscitant ainsi les réticences de la communauté internationale dans le domaine de la protection. Les pays qui sont dans un état de belligérance se trouvent économiquement en difficulté et sont exposés à la stratégie verticale des grandes puissances qui financent en partie leur processus de stabilisation et le fonctionnement du système international. La politique d'aide de ces hégémons qui accompagnent les États qui se désagrègent est dictée en fonction de leurs intérêts géopolitiques et géostratégiques. Pourtant, les opérations de maintien de la paix sont censées être un reflet de l'implication de

⁵⁰ Meressa K. Dessu et Dawit Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, op.cit.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Jean-Hervé Jezequel, Francklin Nossiter et Ibrahim Maiga, op.cit.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ *Ibid.*

ses pays membres⁵⁵ et qu'elles ne sont efficaces que si tous ses membres font une participation de qualité⁵⁶. À l'heure où l'ONU élabore un « nouvel agenda pour la paix », les missions de paix doivent donner la priorité au dialogue politique et à une approche de la protection axée sur les personnes⁵⁷.

Références bibliographiques et webographiques

BBC AFRIQUE, « La MONUSCO est-elle la mission de maintien de la paix la plus coûteuse ? », article de presse en ligne, 4 août 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.bbc.com> ;

DURIEUX Yves (2017), *Les opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'exemple de la République démocratique du Congo*, Paris, Éditions du Cygne, Géosécurité ;

France 24 AVEC AFP, « Mali : des centaines de personnes manifestent leur soutien à l'armée et la junte », article de presse en ligne, 13 mai 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.france24.com> ;

GBADAMASSI Falila, « RDC : derrière le départ demandé de la MONUSCO se cache un enjeu politique majeur », article

de presse en ligne, décryptage avec le chercheur et activiste Jean-Claude Mputu, 9 août 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.francetvinfo.fr> ;

JEUNE AFRIQUE, « RDC : critiquée, la MONUSCO interpelle discrètement les autorités », article de presse en ligne, 20 juillet 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.jeuneafrique.com> ;

JEZEQUEL Jean-Hervé, NOSSITER Francklin et MAIGA Ibrahim, « La MINUSMA à la croisée des chemins », Crisis Group, article scientifique en ligne, 1^{er} décembre 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.crisisgroup.org> ;

KANE Mahamadou, « Mali : nouvelle manifestation contre la MINUSMA », article de presse en ligne, 28 avril 2023, consulté le 29 avril 2023, <https://www.dw.com> ;

KANE Mahamadou, « Mobilisation contre la MINUSMA à Bamako », article de presse en ligne, 22 août 2022, consulté le 29 avril 2023, <https://www.dw.com> ;

LA REDACTION, BBC AFRIQUE, « Pourquoi des manifestants attaquent la MONUSCO à Goma ? », article de presse en ligne, 26 juillet 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.bbc.com> ;

MATHEVON Franck, « Au Mali, l'ONU s'interroge sur l'avenir de sa mission de maintien de la paix », article de presse en

55Yves Durieux (2017), *Les opérations de maintien de la paix de l'ONU. L'exemple de la République démocratique du Congo*, Paris, Éditions du Cygne, Géosécurité, pp.2-4.
56Ibid.

57Meressa K. Dessu et Dawit Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, op.cit.

ligne, 20 janvier 2023, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.francetvinfo.fr> ;

MERESSA K. DESSU et DAWIT Yohannes, ISS-Africa (Institut d'études de sécurité) Addis-Abeba, « Que révèlent les manifestations sur le maintien de la paix de l'ONU en Afrique ? », article scientifique en ligne, 28 octobre 2022, consulté le 17 avril 2023, <https://issafrica.org> ;

NDIKUMANA Esdras, « RDC : La colère de l'opinion publique a évolué vers un sentiment anti-MONUSCO », article de presse en ligne, KABAMBA Bob, invité Afrique-RFI, 1^{er} août 2022, consulté le 26 avril 2023, www.rfi.fr ;

RICH David, « Mali : MINUSMA, la mission des Nations unies au bord de la rupture », article de presse en ligne, 22 juillet 2022, consulté le 31 mai 2023, <https://www.france24.com> ;

VOTO José-Adolphe, « Pourquoi des manifestants attaquent la MONUSCO à Goma ? », La rédaction BBC Afrique, article de presse en ligne, 26 juillet 2022, consulté le 1^{er} mai 2023, <https://www.bbc.com> ;

ZELAO Alawadi, « Les élections en territoire post-monolithique : la

transfiguration du champ politique camerounais au détour du renouveau démocratique », *Revue camerounaise de sociologie et anthropologie*, Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines, Université de Yaoundé I, vol.2, n°1, juin 2005.

Équipe technique et scientifique

Superviseur général :

Général de Brigade André Patrice BITOTE, Directeur Général de l'EIFORCES, assisté du Commissaire Divisionnaire THOM Cécile OYONO, Directeur Général Adjoint.

Coordination scientifique :

Commissaire Divisionnaire, Docteur PASSO SONBANG Elie, Chef du Centre de Recherches et de Documentation.

Coordination technique :

Commissaire de Police Principal, TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, Epse NOUNKOUA, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation.

Collaboration :

- Dr Alex Renaud ONDOA, Université de Yaoundé II ;
- M. NJIFON Josué, Chef Service Traduction et Interprétariat.